

Chambre des Représentants

SESSION 1967-1968.

20 DÉCEMBRE 1967.

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention entre la Belgique et la France, en vue de la répression des fraudes douanières par l'assistance administrative mutuelle, conclue par échange de lettres, datées à Paris les 3 et 6 avril 1939.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

Par échange de lettres des 3 et 6 avril 1939 la Belgique et la France ont conclu une Convention en vue de la répression des fraudes douanières par l'assistance administrative mutuelle qui est en vigueur depuis le 15 avril 1939.

Des contestations ont été soulevées sur le point de savoir si l'article 317 de la loi générale du 26 août 1822 concernant la perception des droits d'entrée, de sortie et de transit qui interdit de donner à un tiers des communications quelconques concernant les affaires d'un particulier à un autre, s'applique à l'échange de renseignements entre administrations d'Etats entre lesquels existe un accord à cet effet.

Il ne semble pas que la notion de tiers, incluse dans cet article, s'applique aux échanges administratifs susvisés. Néanmoins, en vue d'éviter toute incertitude en cette matière, il paraît utile de soumettre à l'approbation parlementaire l'échange de lettres en question.

Telle est, Mesdames et Messieurs, la portée du projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation.

Le Ministre des Affaires étrangères,

P. HARMEL.

Le Ministre des Finances,

R. HENRION.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1967-1968.

20 DECEMBER 1967.

WETSONTWERP

houdende goedkeuring van de Overeenkomst tussen België en Frankrijk met het oog op de beteugeling van de smokkelhandel door wederkerige administratieve bijstand, gesloten door wisseling van brieven, gedagtekend te Parijs, op 3 en 6 april 1939.

MEMORIE VAN TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Door wisseling van brieven op 3 en 6 april 1939 hebben België en Frankrijk een Overeenkomst gesloten met het oog op de beteugeling van de smokkelhandel door wederkerige administratieve bijstand. Deze Overeenkomst is sedert 15 april 1939 van kracht.

Betwistingen zijn gerezen om te weten of artikel 317 van de algemene wet van 26 augustus 1822 betreffende de inning van de invoer-, uitvoer- en transitorechten, waarbij het verboden is aan een derde enigerlei inlichtingen te verstrekken nopens de zaken van een particulier met een andere, van toepassing is op de uitwisseling van informatie tussen de administraties van de Staten die terzake een akkoord hebben gesloten.

Het komt ons voor dat het begrip derde, vervat in het artikel, niet van toepassing is op bedoelde administratieve uitwisseling. Nochtans om op dat stuk iedere onzekerheid te vermijden, lijkt het nuttig bedoelde uitwisseling van brieven aan de parlementaire goedkeuring te onderwerpen.

Dit is, Dames en Heren, de toelichting van het wetsontwerp dat wij de eer hebben U ter goedkeuring te onderwerpen.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

De Minister van Financiën,

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 21 novembre 1967, d'une demande d'avis sur un projet de loi « portant approbation de la convention entre la Belgique et la France, en vue de la répression des fraudes douanières par l'assistance administrative mutuelle, conclue par échange de lettres, datées à Paris, les 3 et 6 avril 1939 », a donné le 29 novembre 1967 l'avis suivant :

Le projet n'appelle pas d'observation.

La chambre était composée de

MM. :

G. VAN BUNNEN, *conseiller d'Etat, président*,
J. MASQUELIN,

Madame :

G. CISELET, *conseillers d'Etat*,

MM. :

R. PIRSON,
G. ARONSTEIN, *assesseurs de la section de législation*,
G. DE LEUZE, *greffier adjoint, greffier*.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut de l'auditeur général.

Le Greffier,
(s.) G. DE LEUZE.

Le Président,
(s.) G. VAN BUNNEN.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 21^e november 1967 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet « houdende goedkeuring van de overeenkomst tussen België en Frankrijk, met het oog op de beteugeling van de smokkelhandel door wederkerige administratieve bijstand, gesloten door wisseling van brieven, gedagtekend te Parijs op 3 en 6 april 1939 », heeft de 29^e november 1967 het volgende advies gegeven :

Bij het ontwerp zijn geen opmerkingen te maken.

De kamer was samengesteld uit

de HH. :

G. VAN BUNNEN, *Staatsraad, voorzitter*,
J. MASQUELIN,

Mevrouw :

G. CISELET, *Staatsraden*.

de HH. :

R. PIRSON,
G. ARONSTEIN, *bijzitters van de afdeling wetgeving*,
G. DE LEUZE, *adjunct-greffier, greffier*.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituu-auditeur-generaal.

De Griffier,
(get.) G. DE LEUZE.

De Voorzitter,
(get.) G. VAN BUNNEN.

PROJET DE LOI

BAUDOUIN, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Ministre des Finances.

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Ministre des Finances sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article unique.

La Convention entre la Belgique et la France, en vue de la répression des fraudes douanières par l'assistance administrative mutuelle, conclue par échange de lettres, datées à Paris, les 3 et 6 avril 1939, sortit son plein et entier effet à la date du 15 avril 1939.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 1967.

BAUDOUIN.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères,

Le Ministre des Finances,

P. HARMEL,

R. HENRION.

WETSONTWERP

BOUDEWIJN, KONING DER BELGEN,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Minister van Financiën zijn gelast, in Onze naam, bij de Wetgevende Kamers, het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Enig artikel.

De overeenkomst tussen België en Frankrijk, met het oog op de beteugeling van de smokkelhandel door wederkerige administratieve bijstand, gesloten door wisseling van brieven, gedagtekend te Parijs, op 3 en 6 april 1939, heeft volkomen uitwerking op 15 april 1939.

Gegeven te Brussel, 18 december 1967.

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

De Minister van Financiën,

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.Direction
des
Affaires politiques
et commerciales.

Relations Commerciales.

Paris, le 3 avril 1939.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement français est disposé, sous condition de réciprocité, à appliquer, à partir du 15 avril 1939, les dispositions suivantes en vue de la répression des fraudes douanières par l'assistance mutuelle des Administrations douanières française et belge.

Article 1^{er}. — Dans la limite des dispositions ci-après, chacun des deux États prêterait son concours à l'autre État en vue de la recherche et de la répression des infractions aux lois douanières de celui-ci et s'efforcera de prévenir ces infractions par la mise en œuvre de mesures appropriées.

Au sens de la présente Convention, on entend par lois douanières, l'ensemble des prescriptions dont la douane assure l'observation à l'égard des marchandises (tant à l'importation qu'à l'exportation et au transit), qu'il s'agisse de la perception de droits ou taxes ou de l'application de mesures de prohibition ou de contrôle.

Article 2. — L'Administration des douanes belges et l'Administration des douanes françaises s'efforceront d'entraver l'exportation des marchandises qui seraient présumées devoir être introduites clandestinement dans l'État limitrophe; à cet effet, elles appliqueront strictement leur réglementation propre, notamment en matière de circulation et de dépôt de marchandises dans le rayon douanier, tant terrestre que maritime, et elles exerceront une surveillance particulière sur les transports de marchandises en direction de la frontière, lorsque lesdites marchandises seront soit exportées en décharge de droits de douane ou de taxes de consommation intérieures, soit frappées, dans l'État limitrophe, par des mesures de prohibition ou de restriction dont l'exécution sera confiée à la douane de cet État.

Article 3. — A la demande de l'Administration douanière de l'un des deux États, l'Administration douanière de l'autre État exercera une surveillance spéciale dans la zone d'action de son service :

a) sur les personnes soupçonnées d'enfreindre professionnellement ou habituellement les lois douanières du pays voisin;

b) sur les bâtiments et lieux où des dépôts de marchandises dépassant les quantités normales sont constitués, laissant supposer que ces dépôts n'ont d'autre but que d'alimenter un trafic illicite d'importation dans le pays voisin.

Article 4. — A l'importation, chacune des Administrations douanières suspendra l'octroi de toute dérogation aux lieux et heures réglementaires de dédouanement, à l'égard des marchandises qui seraient présumées avoir été exportées de l'État voisin en violation de ses lois et règlements.

Article 5. — Les Administrations douanières des deux États contractants se communiqueront spontanément et mutuellement, sans délai, tous renseignements dont elles pourraient disposer au sujet d'importations et d'exportations consommées, présentant ou paraissant présenter un caractère frauduleux au regard des lois de l'État limitrophe, ainsi que tous renseignements concernant des actes de contrebande ou de fraude projetée, tels que les mouvements suspects de marchandises dans la région frontière, la constitution de dépôts anormaux par leur nature, leur emplacement ou leur importance, les exportations de marchandises par des bateaux de faible tonnage, etc. Ces renseignements seront communiqués par les voies les plus rapides et, en cas de nécessité,

(VERTALING.)
FRANSE REPUBLIEK.MINISTERIE
VAN
BUITENLANDSE ZAKEN.Directie
van de Politieke
en
Handelszaken.

Handelsbetrekkingen.

Parijs, 3 april 1939.

Mijnheer de Ambassadeur,

Ik heb de eer Uw Excellentie mede te delen dat de Franse Regering bereid is, op voorwaarde van wederkerigheid, vanaf 15 april 1939, de hiernavolgende bepalingen toe te passen met het oog op de beteugeling van de smokkelhandel door wederkerige bijstand van de Franse en Belgische douane-administraties.

Artikel 1. — Binnen de grenzen van onderstaande bepalingen zal elk van beide Staten zijn medewerking verlenen aan de andere Staat, voor het opsporen en het beteugelen van de inbreuken op de douanewetten van deze Staat, en zich inspannen om die inbreuken te voorkomen door het treffen van passende maatregelen.

In deze Overeenkomst worden verstaan onder « douanewetten », de gezamenlijke voorschriften welke de douane doet naleven bij invoer, uitvoer en doorvoer van goederen, voor de heffing van rechten en taksen en voor de toepassing van verbodsbepalingen en controlemaatregelen.

Artikel 2. — De Belgische en de Franse douanebesturen zullen trachten de uitvoer te verhinderen van goederen welke vermoedelijk ter sluiks in het aangrenzende land zouden worden ingevoerd; daartoe zullen zij hun eigen reglementering strikt toepassen, inzonderheid inzake verkeer en opslag van goederen binnen de tolkring, zowel te land als langs de zee, en zij zullen een bijzonder toezicht uitoefenen op het vervoer van goederen in de richting van de grens, wanneer bedoelde goederen, hetzij met ontheffing van douanerechten of binnenlandse verbruiksbelastingen, uitgevoerd worden, hetzij, in de aangrenzende Staat, aan verbods- of beperkingsmaatregelen onderworpen zijn waarvan de uitvoering aan de douane van die Staat is toevertrouwd.

Artikel 3. — Op verzoek van het douanebestuur van één der twee Staten, oefent het douanebestuur van de andere Staat een bijzonder toezicht uit binnen het gebied van zijn dienstwerkzaamheden :

a) over de personen die ervan verdacht worden als beroeps- of gewoontesmokkelaar de douanewetgeving van de buurstaat te overtreden;

b) over de gebouwen en plaatsen waar goederen boven de normale hoeveelheden worden opgeslagen, wat het vermoeden wekt dat bewuste opslagen geen ander doel hebben dan een ongeoorloofde invoer in de buurstaat te bevorderen.

Artikel 4. — Bij de invoer schorst elke van beide douanebesturen het toestaan van enige afwijking van de reglementaire plaatsen en uren van inklaring, ten opzichte van goederen welke vermoedelijk met overtreding van de in de naburige Staat vigerende wetten en reglementen werden uitgevoerd.

Artikel 5. — De douanebesturen van de twee contracterende Staten delen elkander spontaan en onderling, zonder verwijl, alle inlichtingen mede waarover zij beschikken inzake voltrokken in- of uitvoer, welke ten aanzien van de wetten van de aangrenzende Staat een bedrieglijk karakter hebben, of blijken te hebben, zomede alle inlichtingen betreffende aanwijzingen van smokkelhandel of van voornemens tot fraude, als daar zijn verdacht goederenverkeer in het grensgebied, oprichting van volgensch hun aard, hun ligging of hun omvang, abnormale opslagplaatsen, uitvoer van goederen op vaartuigen met kleine tonnemaat, enz. Deze inlichtingen worden op de vlugste wijze bekendgemaakt en, desnoods, worden de onderlinge en rechtstreekse mededelingen, in het

dans l'intérêt de la recherche et de la répression immédiate de la fraude, les communications mutuelles et directes seront adressées aux chefs des services douaniers des bureaux et des brigades de la frontière terrestre ou maritime.

Article 6. — Les chefs des services spécialement ou principalement chargés de la recherche des fraudes, dans chacune des Administrations douanières, se communiqueront mutuellement la documentation dont ils pourraient disposer concernant les individus, les véhicules et les embarcations suspects de se livrer ou de servir à la fraude ou identifiés par les Autorités administratives ou judiciaires comme ayant participé ou servi à des actes frauduleux.

Article 7. — Les fonctionnaires, dûment autorisés, des Administrations douanières de la Belgique et de la France, pourront, sur demande écrite, recueillir dans les offices et organismes où s'exerce le contrôle de la douane (bureaux terrestres, maritimes ou fluviaux, bureaux intérieurs ou entrepôts, aérodromes douaniers), tous renseignements et éléments d'information ressortant des écritures, registres et autres documents détenus par l'Office douanier requis. Les fonctionnaires requérants auront latitude de prendre copie des documents dont l'utilité leur apparaîtra et de faire état dans leurs procès-verbaux, rapports, témoignages, ainsi qu'au cours des procédures et poursuites devant les tribunaux, des renseignements recueillis et des documents consultés dans les offices douaniers de l'Administration requise.

Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement belge sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Alexis LEGER,
Secrétaire Général.

A Son Excellence
Monsieur Pol LE TELLIER,
Ambassadeur de Belgique
à PARIS.

Paris, le 3 avril 1939.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement du Roi est disposé, sous condition de réciprocité, à appliquer, à partir du 15 avril 1939, les dispositions suivantes en vue de la répression des fraudes douanières par l'assistance mutuelle des administrations douanières belge et française.

Article 1^{er}. — Dans la limite des dispositions ci-après, chacun des deux Etats prêtera son concours à l'autre Etat en vue de la recherche et de la répression des infractions aux lois douanières de celui-ci et s'efforcera de prévenir ces infractions par la mise en œuvre de mesures appropriées.

Au sens de la présente Convention, on entend par lois douanières, l'ensemble des prescriptions dont la douane assure l'observation à l'égard des marchandises (tant à l'importation qu'à l'exportation et au transit), qu'il s'agisse de la perception de droits ou taxes ou de l'application de mesures de prohibition ou de contrôle.

Article 2. — L'Administration des douanes belges et l'Administration des douanes françaises s'efforceront d'entraver l'exportation des marchandises qui seraient présumées devoir être introduites clandestinement dans l'Etat limitrophe; à cet effet, elles appliqueront strictement leur réglementation propre, notamment en matière de circulation et de dépôt de marchandises dans le rayon douanier, tant terrestre que maritime, et elles exerceront une surveillance particulière sur les transports de marchandises en direction de la frontière, lorsque lesdites marchandises seront soit exportées en décharge de droits de douane ou de taxes de consommation intérieures, soit frappées, dans l'Etat limitrophe, par des mesures de prohibition ou de restriction dont l'exécution sera confiée à la douane de cet Etat.

belang van het onmiddellijk opsporen en beteugelen van de smokkelhandel, gericht aan de hoofden van de douanediensten der te lande of langs de zee gelegen grenskantoren- en posten.

Artikel 6. — De diensthooften die in elke der douanebesturen bijzonder of hoofdzakelijk belast zijn met het opsporen van de smokkelhandel, delen elkaar onderling de documentatie mede waarover zij eventueel beschikken omtrent de personen, voer- en vaartuigen waarvan wordt vermoed dat zij smokkelen, respectievelijk voor smokkeldoel-einden worden gebruikt of waaromtrent de administratieve of de rechterlijke overheden zeker zijn dat zij aan smokkel hebben deelgenomen respectievelijk daartoe hebben gediend.

Artikel 7. — De daartoe naar behoren aangestelde ambtenaren der Belgische en Franse douanebesturen kunnen op schriftelijke aanvraag, bij de diensten en instellingen waar de douanecontrole wordt uitgeoefend (kantoren te lande, aan zee of aan de binnenwateren, binnenlandse kantoren en entrepôts, douane-luchtvaartterreinen), alle inlichtingen en gegevens bekomen welke uit de op het aangezochte douanekantoor berustende geschriften, registers en andere bescheiden kunnen getrokken worden. Het staat de rekwirerende ambtenaren vrij afschrift te nemen van de bescheiden welke hun dienstig voorkomen en de in de douanekantoren van het aangezochte bestuur ingewonnen inlichtingen en nageslagen bescheiden in hun processen-verbaal, rapporten, getuigenissen, zomede bij de rechtsvorderingen en vervolgingen vóór de rechtbanken aan te voeren.

Ik zou Uw Excellentie dank weten voor het bevestigen van de instemming van de Belgische Regering met het bovenstaande.

Gelieve, Mijnheer de Ambassadeur, de verzekering te willen aanvaarden van mijn zeer bijzondere hoogachting.

Alexis LEGER,
Secretaris-Generaal.

Aan Zijne Excellentie
de Heer Pol LE TELLIER,
Ambassadeur van België
te PARIJS.

Parijs, 3 april 1939.

Mijnheer de Minister,

Ik heb de eer Uw Excellentie mede te delen dat de Regering van Zijne Majesteit bereid is, op voorwaarde van wederkerigheid, vanaf 15 april 1939, de hiernavolgende bepalingen toe te passen met het oog op de beteugeling van de smokkelhandel door wederkerige bijstand van de Belgische en Franse douane-administraties.

Artikel 1. — Binnen de grenzen van onderstaande bepalingen zal elk van beide Staten zijn medewerking verlenen aan de andere Staat, voor het opsporen en het beteugelen van de inbreuken op de douanewetten van deze Staat, en zich inspannen om die inbreuken te voorkomen door het treffen van passende maatregelen.

In deze Overeenkomst worden verstaan onder « douanewetten », de gezamenlijke voorschriften welke de douane doet naleven bij invoer, uitvoer en doorvoer van goederen, voor de heffing van rechten en taken en voor de toepassing van verbodsbepalingen en controlemaatregelen.

Artikel 2. — De Belgische en de Franse douanebesturen zullen trachten de uitvoer te verhinderen van goederen welke vermoedelijk ter sluiks in het aangrenzende land zouden worden ingevoerd; daartoe zullen zij hun eigen reglementering stipt toepassen, inzonderheid inzake verkeer en opslag van goederen binnen de tolkring, zowel te land als langs de zee, en zij zullen een bijzonder toezicht uitoefenen op het vervoer van goederen in de richting van de grens, wanneer bedoelde goederen, hetzij met ontheffing van douanerechten of binnenlandse verbruiksbelastingen, uitgevoerd worden, hetzij, in de aangrenzende Staat, aan verbods- of beperkingsmaatregelen onderworpen zijn waarvan de uitvoering aan de douane van die Staat is toevertrouwd.

Article 3. — A la demande de l'Administration douanière de l'un des deux Etats, l'Administration douanière de l'autre Etat exercera une surveillance spéciale dans la zone d'action de son service :

a) sur les personnes soupçonnées d'enfreindre professionnellement ou habituellement les lois douanières du pays voisin;

b) sur les bâtiments et lieux où des dépôts de marchandises dépassant les quantités normales sont constituées, laissant supposer que ces dépôts n'ont d'autre but que d'alimenter un trafic illicite d'importation dans le pays voisin.

Article 4. — A l'importation, chacune des Administrations douanières suspendra l'octroi de toute dérogation aux lieux et heures réglementaires de dédouanement, à l'égard des marchandises qui seraient présumées avoir été exportées de l'Etat voisin en violation de ses lois et règlements.

Article 5. — Les Administrations douanières des deux Etats contractants se communiqueront spontanément et mutuellement, sans délai, tous renseignements dont elles pourraient disposer au sujet d'importations et d'exportations consommées, présentant ou paraissant présenter un caractère frauduleux au regard des lois de l'Etat limitrophe, ainsi que tous renseignements concernant des actes de contrebande ou de fraude projetée, tels que les mouvements suspects de marchandises dans la région frontrière, la constitution de dépôts anormaux par leur nature, leur emplacement ou leur importance, les exportations de marchandises par des bateaux de faible tonnage, etc. Ces renseignements seront communiqués par les voies les plus rapides et, en cas de nécessité, dans l'intérêt de la recherche et de la répression immédiate de la fraude, les communications mutuelles et directes seront adressées aux chefs des services douaniers des bureaux et des brigades de la frontière terrestre ou maritime.

Article 6. — Les chefs des services spécialement ou principalement chargés de la recherche des fraudes, dans chacune des Administrations douanières, se communiqueront mutuellement la documentation dont ils pourraient disposer concernant les individus, les véhicules et les embarcations suspects de se livrer ou de servir à la fraude ou identifiés par les Autorités administratives ou judiciaires comme ayant participé ou servi à des actes frauduleux.

Article 7. — Les fonctionnaires, dûment autorisés, des Administrations douanières de la Belgique et de la France, pourront, sur demande écrite, recueillir dans les offices et organismes où s'exerce le contrôle de la douane (bureaux terrestres, maritimes ou fluviaux, bureaux intérieurs ou entrepôts, aéroports douaniers), tous renseignements et éléments d'information ressortant des écritures, registres et autres documents détenus par l'Office douanier requis. Les fonctionnaires requérants auront latitude de prendre copie des documents dont l'utilité leur apparaîtra et de faire état dans leurs procès-verbaux, rapports, témoignages, ainsi qu'au cours des procédures et poursuites devant les tribunaux, des renseignements recueillis et des documents consultés dans les offices douaniers de l'Administration requise.

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur m'a aussi prié de faire savoir à Votre Excellence que doivent être exclues du champ d'application de l'accord, les mesures de prohibition ou de contrôle ayant un caractère politique, par exemple la censure ou la prohibition de journaux étrangers, même si l'exécution en appartient à la douane.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien faire connaître l'accord du Gouvernement de la République sur la question soulevée dans le paragraphe précédent.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

de Votre Excellence,
le très humble
et très obéissant serviteur,
Pol L.E. TELLIER.

A Son Excellence
Monsieur G. BONNET,
Ministre des Affaires étrangères,
PARIS.

Artikel 3. — Op verzoek van het douanebestuur van één der twee Staten, oefent het douanebestuur van de andere Staat een bijzonder toezicht uit binnen het gebied van zijn dienstwerkzaamheden :

a) over de personen die ervan verdacht worden als beroeps- of gewoontesmokkelaar de douanewetgeving van de buurstaat te overtreden;

b) over de gebouwen en plaatsen waar goederen boven de normale hoeveelheden worden opgeslagen, wat het vermoeden wekt dat bewuste opslagen geen ander doel hebben dan een ongeoorloofde invoer in de buurstaat te bevorderen.

Artikel 4. — Bij de invoer schorst elke van beide douanebesturen het bestaan van enige afwijking van de reglementaire plaatsen en uren van inkleding, ten opzichte van goederen welke vermoedelijk met overtreding van de in de naburige Staat vigerende wetten en reglementen werden uitgevoerd.

Artikel 5. — De douanebesturen van de twee contracterende Staten delen elkander spontaan en onderling, zonder verwijl, alle inlichtingen mede waarover zij beschikken inzake voltrokken in- of uitvoer, welke ten aanzien van de wetten van de aangrenzende Staat een bedrieglijk karakter hebben, of blijken te hebben, zomede alle inlichtingen betreffende aanwijzingen van smokkelhandel of van voornemens tot fraude, als daar zijn verdacht goederenverkeer in het grensgebied, oprichting van volgens hun aard, hun ligging of hun omvang, abnormale opslagplaatsen, uitvoer van goederen op vaartuigen met kleine tonnemaat, enz. Deze inlichtingen worden op de vlugste wijze bekendgemaakt en, desnoods, worden de onderlinge en rechtstreekse mededelingen, in het belang van het onmiddellijk opsporen en beteugelen van de smokkelhandel, gericht aan de hoofden van de douanediensten der te lande of langs de zee gelegen grenskantoren- en posten.

Artikel 6. — De diensthooften die in elke der douanebesturen bijzonder of hoofdzakelijk belast zijn met het opsporen van de smokkelhandel, delen elkaar onderling de documentatie mede waarover zij eventueel beschikken omtrent de personen, voer- en vaartuigen waarvan wordt vermoed dat zij smokkelen, respectievelijk voor smokkeldoeleinden worden gebruikt of waaromtrent de administratieve of de rechterlijke overheden zeker zijn dat zij aan smokkel hebben deelgenomen respectievelijk daartoe hebben gediend.

Artikel 7. — De daartoe naar behoren aangestelde ambtenaren der Belgische en Franse douanebesturen kunnen op schriftelijke aanvraag, bij de diensten en instellingen waar de douanecontrole wordt uitgeoefend (kantoren te lande, aan zee of aan de binnenwateren, binnenlandse kantoren en entrepôts, douane-luchtvaartterreinen), alle inlichtingen en gegevens bekomen welke uit de op het aangezochte douanekantoor berustende geschriften, registers en andere bescheiden kunnen getrokken worden. Het staat de rekwirerende ambtenaren vrij afschrift te nemen van de bescheiden welke hun dienstig voorkomen en de in de douanekantoren van het aangezochte bestuur ingewonnen inlichtingen en nageslagen bescheiden in hun processen-verbaal, rapporten, getuigenissen, zomede bij de rechtsoverredingen en vervolgingen vóór de rechtbanken aan te voeren.

De heer Minister van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel heeft mij tevens verzocht Uw Excellentie mede te delen dat de overeenkomst geen toepassing vindt op de verbodsbepalingen of controlemaatregelen van politieke aard, zoals bijvoorbeeld de censuur of het invoerverbod van buitenlandse dagbladen, zelfs indien de uitvoering ervan bij de douane berust.

Ik zou Uw Excellentie dank weten mij te melden of de Regering van de Republiek kan instemmen met de vraag opgeworpen in de vorige paragraaf.

Gelieve, Mijnheer de Minister, de verzekering te willen aanvaarden van de zeer bijzondere hoogachting waarmede ik verblijf,

van Uw Excellentie,
de zeer nederige en
dienstwillige dienaar,
Pol LE TELLIER.

Aan Zijne Excellentie
de heer G. BONNET,
Minister van Buitenlandse Zaken,
PARIJS.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Direction
des
Affaires politiques
et commerciales.

Relations Commerciales.

Paris, le 6 avril 1939.

Par lettre du 3 avril 1939, l'Ambassade de Belgique a bien voulu faire savoir au Ministère des Affaires Étrangères que le Gouvernement Royal est disposé à mettre en vigueur, à partir du 15 avril 1939, les dispositions concertées entre la France et la Belgique en ce qui concerne la répression des fraudes douanières par l'assistance mutuelle administrative, sous réserve que soient exclues du champ d'application de l'accord les mesures de prohibition ou de contrôle ayant un caractère politique, par exemple la censure ou la prohibition de journaux étrangers, même si l'exécution en appartient à la douane.

En réponse à cette communication, le Ministère des Affaires Étrangères a l'honneur de donner son entier accord à la réserve ci-dessus exprimée.

A l'Ambassade de Belgique
à PARIS.

FRANSE REPUBLIEK.

MINISTERIE
VAN
BUITENLANDSE ZAKEN.

Directie
van de Politieke
en
Handelszaken.

Handelsbetrekkingen.

Parijs, 6^e april 1939.

Bij brief van 3 april 1939, heeft de Ambassade van België aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken laten weten dat de Koninklijke Regering bereid is de tussen Frankrijk en België overeengekomen bepalingen betreffende de beteugeling van de smokkelhandel door wederkerige administratieve bijstand met ingang van 15 april 1939 in werking te laten treden, onder voorbehoud dat uitgesloten zijn van de werkingssfeer van de overeenkomst, de verbodsbepalingen of controlemaatregelen met een politiek karakter zoals bijvoorbeeld censuur op of het verbod van invoer van buitenlandse kranten, zelfs indien de uitvoering ervan bij de douane berust.

In antwoord op deze mededeling heeft het Ministerie van Buitenlandse Zaken de eer zijn volledige instemming te betuigen met voor-
noemde reserve.

Aan de Ambassade van België
te PARIJS.